

# Michel Casevitz

DANS **RAISON PRÉSENTE** 2020/4 N° 216 , PAGES 138A À 168A  
ÉDITIONS **UNION RATIONALISTE**

ISSN 0033-9075

DOI 10.3917/rpre.216.0138a

Date de mise en ligne : 12/01/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-raison-presente-2020-4-page-138a?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Union rationaliste.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Étymologie & sémantique

Michel Casevitz

### HÉSITATIONS LINGUISTIQUES

La langue n'est jamais fixée, jamais figée, toujours mobile, toujours à la recherche de solutions à des problèmes qu'elle pose elle-même. Et l'histoire qui accélère l'oblige à des changements toujours plus rapides et dont les étapes sont toujours plus difficiles à saisir.

Nous donnerons deux exemples de ces mouvements et des hésitations de la langue après nous être positionné dans la lignée de Vaugelas (« Je m'en vais ou je m'en vas, l'un ou l'autre se dit ou se disent ») pour résoudre ces difficultés.

Les genres grammaticaux sont parfois hésitants (rien à voir évidemment avec les genres de la réalité matérielle, à l'origine généralement bien définie, malgré quelques ambiguïtés). Ainsi prenons, entre autres, le mot *aide*, le féminin exprimant l'action, le masculin, l'agent : la substantivation récente du participe présent du verbe *aider* a levé l'ambiguïté, avec l'avantage de distinguer entre *un aidant* et *une aidante*. Le mot *solde* (le *Trésor de la langue française* informatisé [TLF] présente deux lemmes pour ce mot, une entrée le donnant substantif féminin, attesté depuis le xv<sup>e</sup> siècle, l'autre substantif masculin, attesté depuis la fin du xvi<sup>e</sup> siècle), qui appartient au vocabulaire de la finance, provient de l'adjectif latin *solidus* > bas latin *soldus* « so-

lide, massif », qualifiant d'abord *nummus* « pièce de monnaie » puis substantivé « pièce d'or massif, à poids et donc valeur fixes » (cf. Ernout-Meillet, *Dictionnaire étymologique de la langue latine* [DELL], s.u. *nummus* et *solidus*) ; *soldus* est à l'origine du *sou*, qui a survécu à tous les bouleversements monétaires, avec valeur variable.

Au féminin, *la solde* c'est le salaire, à l'origine versé à un militaire, puis aujourd'hui le mot s'emploie pour tout salarié (qui reçoit plus couramment *salair*e, *paie*, ou *traitement*) particulièrement quand il s'agit de congé *sans solde*. Au masculin, *le solde* c'est la différence, sur un compte bancaire, entre un actif et un débit, c'est le reste d'une opération. Dans le commerce, on peut vendre un produit *en solde* (au prix inférieur au prix courant), notamment quand c'est le moment des *soldes*. Dans la langue courante, on emploie alors le mot *soldes* au féminin, et les grammairiens normatifs le font remarquer (le TLF s.u. *solde*<sup>2</sup> note que « le mot s'emploie abusivement au féminin, généralement dans la langue parlée »), l'usage tendant à unifier l'emploi du mot ; mais *le solde* reste employé dans la langue de la comptabilité). Remarquez cependant que les textes officiels réglementant *les soldes* chaque année n'emploient jamais le mot au masculin, sans doute parce que la langue officielle hésite à contrarier l'usage courant, mais adopte habilement un tour qui maintient l'ambiguïté, en faisant un complément de nom, par exemple « les dates des soldes » ou des composés épiciens, comme « des soldes monstres » et autres tournures du même acabit.

L'autre exemple que nous voulons alléguer concerne l'usage des

pronoms relatifs. On observe depuis longtemps que « la langue courante » peine à utiliser lequel, laquelle selon le bon usage, c'est-à-dire selon le genre de l'antécédent. Mais c'est surtout *dont* qui pose problème. Ce malheureux tend à disparaître de la langue, notamment parlée, ou bien est particulièrement maltraité à l'écrit.

Dans la légende d'une photo en bas de la page 40 du *Magazine du Monde* daté du samedi 17 octobre 2020, on lit : « Le passionné de course automobile [...] va-t-il fusionner les deux magazines *dont* il préside les destinées ? » La phrase est gauche et bancale, comme fréquemment la produit un auteur peu sûr de lui. Les puristes préconiseraient ceci : «... va-t-il fusionner les deux magazines aux destinées desquels il préside ? », ce qui est difficile à construire quand on parle et devrait l'être moins quand on a tout le temps de l'écrire... Cela dit, si *dont* est directement complément du verbe de la relative, son emploi reste aisé : on dit et on écrit sans peine : « les livres dont je parle »...

Dans le quotidien *Le Monde* daté du 16 octobre 2020, p. 25, le critique de télévision Renaud Marchart écrit : « Ce documentaire est remarquable [...] illustrant les propos des intervenants [...] par des images d'archives et quelques rares scènes reconstituées – un tic que l'on sait gré aux autrices de nous avoir épargné l'abus. » Ici *dont* a été évité mais la phrase est clairement incorrecte, me semble-t-il : il eût fallu simplement écrire : « un tic dont on sait gré aux autrices de nous avoir épargné l'abus. » L'éloignement de *dont* du nom dont il est complément a peut-être dû dissuader l'auteur de l'employer, mais la phrase serait ainsi moins maladroi-

te (quant à *autrices* auquel je préfère *auteures*, on y reviendra).

Voilà deux sortes d'hésitations auxquelles la langue est exposée d'ordinaire et qu'elle résout plus ou moins élégamment.

21 octobre 2020

## *Atlas des arts vivants*

*Christian Ruby*

### AU RISQUE DES ARTS CONTEMPORAINS

Les récents déboulonnages de statues en vue de leur effacement des lieux publics – celles de Victor Schoelcher en Martinique, d'Edward Colston à Bristol (Angleterre), du général Lee à Charlottesville (États-Unis), etc. –, peuvent-ils être pris pour le signe concret d'une vigueur politique des démocraties ? Au-delà d'épisodes sensationnels pour médias alanguis, ne s'est-il pas agi, en effet, d'événements significatifs, permettant d'approcher une humanité démocratique en marche dans une nouvelle direction, apprenant à se défaire du sacré laïque et des stéréotypes émanant de son histoire ? Il semble en tout cas qu'un pas ait été franchi à cette occasion, dès lors que, dans ce cadre démocratique, des manifestants ont donné publiquement de la visibilité à des questions politiques douloureuses et sanguinaires – en l'occurrence l'esclavage, considéré comme un crime contre l'humanité depuis la Loi du 21 mai 2001 – masquées longtemps par des « légendes dorées » nationales, sophistiquées, enfermées dans le bronze ou la pierre. N'ont-ils pas voulu manifester sur le terrain symbolique sur lequel se placent ces statues l'écart qui fait enfin venir en avant les divisions internes de la société, et surtout sa manière de les recouvrir d'un consensus entretenu par des images publiques offertes au regard des passant(e)s ?

### Objets de controverses et présences devenues passives

Une certaine histoire s'écrit donc également symboliquement dans les lieux publics grâce au travail d'artistes. Encore, de ces statues déboulonnées, peu ont-ils songé à en parler comme d'œuvres d'art et à citer les artistes de référence, voire les propos qui les ont conduits à accepter une telle tâche (le plus souvent mimétique dans notre cas). Peu ont facilité la distinction nécessaire entre les faits reprochés au personnage célébré et sa statue, laquelle ne relève pas de ces faits, même si, à d'autres égards, des statues racistes peuvent néanmoins exister.

Peu ont rappelé que ces œuvres, dans la plupart des cas, ont été discutées depuis leur première mise en public, si l'on reprend les dossiers d'établissement et de dépose de chaque œuvre. N'oublions pas que la pratique artistique dédiée aux lieux publics a pour déterminant intrinsèque ce qui est public dans l'art public, c'est-à-dire une conception de l'adresse au corps politique entier, sans cesse renouvelée, très discutée en commissions de commandes et de choix et dans les journaux, en ce qui concerne la France, sous la III<sup>e</sup> République, au plus fort de la « statuomanie ». Le choix d'une figure (pour rester dans le cadre des statues déboulonnées, et pour ne pas impliquer ici les dégradations d'œuvres contemporaines non figuratives pour d'autres raisons) et des formes de la statuaire en relèvent. Les artistes entrent, entre eux, en de longues controverses autour d'elle. La dépose de l'œuvre en public suscite aussi débats. Sans doute l'oublie-t-on en passant à côté des statues. Une statue en public n'est pas seulement une statue, la figure du per-

sonnage n'est pas le personnage. *A fortiori*, ce fut oublié dans les déboulonnages.

Moyennant quoi, relativement au fait du déboulonnage qui requiert notre attention, il faut encore noter quelques difficultés. Beaucoup ont cru qu'un tel déboulonnage pourrait constituer le geste magique qui, en faisant disparaître la statue, dissoudrait le problème posé par les activités du personnage. Un fort dissentiment a séparé des enthousiasmes à défaire et des protestations contre les faits, des indignations d'hommes et de femmes politiques contre les actions de déboulonnage ou des approbations, des restaurations ou des encouragements à persévérer. Mais il importe d'entendre que chaque réaction – les uns y voyant la destruction de « la » culture et de « notre » civilisation, une « perte de repères » (confondant aussi la présence d'effigies de personnages en public et un enseignement) ; les autres une victoire sur de fausses « racines », une adéquation à la loi, un raffinement nécessaire de la connaissance de la vie des personnages représentés et des valeurs qu'on leur attribue – reconduisait néanmoins à une même évidence, celle d'un accord implicite sur la présence de la statuaire publique dans le paysage urbain, doublée d'une présence devenue passive (qui remarquait encore ces statues ?). Ce qui reconduisait, de surcroît, au présupposé d'une identification potentielle et/ou salutaire, effective ou silencieuse, à ces créations d'identité fictives fondées sur des références culturelles convenues et néanmoins de sentiments variables : la statue de Christophe Colomb déboulonnée n'a pas été regardée de la même manière en 1992 (valorisée) qu'elle est regardée en 2020 (dévalorisée).

### Histoire d'historien et grand récit de l'histoire divergent

Élargissons le débat, tout en restant dans ce cadre démocratique (les chutes de statues de dictateurs sont plus aisées à commenter, du point de vue de l'organisation de la présence de leur image et des stigmates gravés dans les lieux publics). Il n'y est pas de loi divine du choix d'œuvres, pas de loi naturelle de la statuaire publique, pas non plus de lieu naturel de cette statuaire, même s'il existe, historiquement, des lieux privilégiés (places urbaines, esplanades de mairies, etc.). Ce que renforce le propos de Claude Lefort parlant de la démocratie comme du régime de l'indétermination, où rien n'est jamais donné une fois pour toutes, en termes d'institutions, de figurations aussi bien que d'orientations politiques, où tout peut être virtuellement susceptible d'une mise en question.

Par conséquent mettre en place ou déboulonner une œuvre, aménager grâce à elle un paysage urbain ou faire de ce paysage un point conflictuel, est bien un acte positif qui participe à chaque fois à ce qu'il y ait de l'histoire dans la ville, au moins une histoire locale, voire une histoire du pays, du régime, de l'idéologie républicaine, etc. La démocratie, en France, avec la Révolution, commence bien par des destructions de statues d'Ancien Régime, mais c'est un autre débat. Elle se prolonge, là est le nôtre, par des essais de remplacement assez variables durant longtemps (relancés par le renouvellement de la commande publique en 1981) : on prévoit des statues, on en dépose, on en déplace, on en enlève au gré des tensions durant les cinq Républiques. La démocratie imagée se reconduit ainsi jusqu'à nos jours, non sans avoir débaptisé heureuse-

ment les rues « Maréchal Pétain », et en ayant placé et déplacé nombre de personnages locaux.

Puisqu'il n'est pas de loi naturelle de ce type, les œuvres peuvent être, par principe, changées, déplacées ou remplacées. Il est même très important de ne pas naturaliser sinon la présence des statues, du moins le geste d'en mettre en public, même sous le prétexte selon lequel l'espèce humaine serait une espèce profondément religieuse ou que la démocratie a besoin pour s'affermir de grands récits imagés et statufiés, bâtisseurs de « mémoire collective » sur le lit des vaincus de l'histoire.

L'histoire du <sup>xx</sup>e siècle ne cesse de nous rappeler que « les statues meurent aussi » (Alain Resnais et Chris Marker, 1953). Si on croit ce geste de placement éternel et les œuvres éternellement placées, voire sacrées, on se trompe. Il y a toujours du déplacement, de la chute, soutenus d'ailleurs par des artistes. La démocratie, dans ses œuvres urbaines, ne cesse de dessiner et redessiner les contours de places ou de lieux vides à partir desquels peut se développer une vie politique et artistique (publique) dont le conflit est inséparable, et qu'il faut justement (ré) aménager dans sa mise en scène institutionnelle, comme dans son rapport au travail des artistes. C'est à partir de lieux vides qu'elle détermine que la société se met en représentation publique. Le cinéma en a largement (parfois ironiquement chez Chaplin) joué, offrant aux spectateurs autant de raisons de s'ébahir devant telle œuvre que de raisons de réfléchir à des abattements potentiels ou des modifications par des artistes.

### L'espace public croise des différends que peu aiment entendre

Les événements récents ont bien montré que la question des œuvres publiques n'était pas seulement une question d'aménagement de lieux publics, doublée de la question esthétique du beau en public. Qu'étions-nous incités à voir dans ces œuvres ? C'était avant tout une question d'espace public et de rapport aux passants-spectateurs : pourquoi ne pouvait-on regarder ailleurs si telle figure déplaisait ? Eh bien, justement, parce qu'elle déplaisait non comme œuvre (j'insiste, au demeurant peu regardée), mais en fonction d'une référence à un type de « roman national » déployé dans un moment de l'État-nation en public, en fonction des symboles de la religion séculière de la République à telle époque, de choix spécifiques induits, accompagnant en général le drapeau, le baptême des rues par un nom célèbre, les décors des mairies, etc. Et surtout en fonction de la nécessité de reprendre les discussions sur notre devenir commun au cœur de nos divisions nouvelles.

Rappelons, encore une fois, que les débouloonnages récents portent sur la question d'un esclavage sur lequel beaucoup font l'impasse, alors qu'en dehors d'une sensibilité bien légitime, il est désormais compris comme crime contre l'humanité. Au demeurant, l'État (et quelques municipalités) n'a pas été indifférent à la question, qui a financé la présence, en France, de monuments célébrant l'abolition de l'esclavage (Nantes, Paris, etc.).

Alors discutons franchement de notre roman national. Remplaçons si nous le décidons, en corps politique, les statues promises aux doutes ; ou mettons en place des contre-

statues (en Allemagne, à Hambourg, une « contre-œuvre », par l'artiste Alfred Hrdlicka, a été placée face à un monument nazi conservé) ; ou regardons ce que les Algériens et algérois ont fait du *Pavois* (Marcel Landowski, 1928), la statuaire léguée par le colonisateur (recouvert par l'artiste M'Hamed Issiakhem (1978) ; voire modifions les statues (en les faisant reprendre par des artistes contemporains) ! En tout cas, parlons et argumentons publiquement ! En passant au-delà de gestes de fureur et d'émotion par lesquels quelques manifestants se soulagent en se donnant le droit de penser pour tous, et surtout dans l'illusion d'une destruction d'image qui résoudrait le problème politique à poser. Mais en demandant derechef si l'oppression porte prioritairement sur des signes ou sur des forces. La suppression des signes supprime-t-elle les rapports de force ? Visons un devenir ou un avenir afin de donner corps à un raffinement de la connaissance du passé et à des discussions sur les nouvelles valeurs à disposer en public.

En vue d'une pédagogie publique longtemps délaissée, apprenons aussi à placer toujours des cartels explicatifs sur les socles des statues, en faisant désormais sa part aux transformations sociales et politiques du corps politique, à la rectification historique de nos connaissances et à la médiatisation des vœux de citoyennes et citoyens pour peu que partagés. En revanche, évitons d'effacer toutes traces d'une histoire à connaître sans proposer des analyses et faire part des controverses et discordes publiquement – laisser vides des emplacements en les marquant peut aussi avoir une signification –, de telle sorte que chacune et chacun se fasse juge de ce qu'il

a à faire et surtout de ce qu'il veut voir collectivement dans les lieux publics.

La question plus spécifique de ce qu'on peut faire des statues défaites – les fondre ou envoyer dans un musée, en faire l'objet d'une exposition commentée, meubler un jardin du passé – est secondaire, sauf à tenir compte du respect dû au travail d'un artiste – ce sont des œuvres d'art et peu d'entre elles étaient des œuvres racistes alors qu'elles pouvaient célébrer des racistes – et à l'enseignement nécessaire du passé, qui cependant n'a de signification que si nous nous dotons d'un avenir. Un musée de la statuaire publique est tout à fait envisageable, mais pas un lieu de stockage. Pour éviter le passéisme (la nostalgie des uns, la haine des autres), il devrait être conçu avec une section portant sur les modes de renouvellement des œuvres, la réforme de la commande publique (1982), et les avatars des œuvres contemporaines.

### Une démocratie qui saura rebondir ?

Où l'on voit donc encore une fois que l'œuvre d'art public ne saurait être traitée sans tenir compte de multiples dimensions. Il ne suffit pas d'affirmer qu'il y est uniquement question de l'accès gratuit à des œuvres, de la capacité de l'art à ravir l'âme ou à rendre supportable le spectacle de la vie, de la capacité de l'art à créer des liens et à forger du consensus ou à élever la dignité et la valeur de l'humain ! On peut ignorer ces lieux communs, car ils n'énoncent rien d'autre qu'une manière de prendre l'art pour un supplément d'âme au milieu de souffrances qu'on recouvre alors ! De surcroît, ces lieux communs ont

pour propriété d'être immédiatement distinctifs. Ils ne peuvent au mieux englober que quelques œuvres que l'on a enfermées sous une bonne quantité d'habitudes.

Une autre perspective est requise : l'art public renforce la démocratie parce qu'il l'interroge, en promouvant le public, profanes et spécialistes, en public, en ouvrant l'espace public à toutes les discussions éventuelles. C'est le public, intrinsèque à l'art d'exposition, qui y est saisi non comme consommateur ou usager, mais comme public, puissance capable de discuter de ce qui concerne tous, de cesser de penser de manière étroite en se confrontant aux autres, et d'élargir les espaces de liberté.

Il n'est aucune conclusion nécessaire à cet article. Sinon inciter les lectrices et les lecteurs à se pencher sur quelques ouvrages de fond sur ces questions : Dario Gamboni, *La Destruction de l'art, Iconoclasme et vandalisme depuis la Révolution française*, Dijon, Les Presses du réel, 2015 ; mais aussi la future publication du cours de Bertrand Tillier, avec Emmanuel Fureix (Sorbonne, 2020) : *Les Monuments sensibles, de la Révolution française à Charlottesville*.

## Musique

Jean-Louis Lavallard

### L'INSAISSABLE MAX REGER

Max Reger (1873-1916) est un très grand compositeur allemand, totalement négligé en France. Ses œuvres n'y sont jamais jouées, à l'exception parfois d'une pièce courte dans un récital d'orgue. Je ne connais donc sa musique que par l'écoute d'enregistrements. Je possède plus de trente CD de cet auteur, ce qui permet de se faire une idée assez précise de ses compositions. L'œuvre d'un grand nombre de compositeurs célèbres tient en une trentaine de CD : Stravinsky (1882-1971) 22 CD, Mahler (1860-1911) 19 CD, Grieg (1848-1907) 21 CD Scriabine (1872-1915) 17 CD, pour ne citer que quelques-uns de ses contemporains. J'avais écouté ces enregistrements de Reger à l'occasion de mes achats. Je les avais appréciés, ce qui m'a donné l'idée de lui consacrer une chronique.

Je pensais commencer par « Reger est un grand compositeur allemand ». Leur écoute plus concentrée m'a convaincu du génie de Reger. Aussi cette chronique commence-t-elle par Reger est un très grand compositeur allemand.

Les 33 CD de Reger que je possède ne sont qu'une partie d'une énorme production : un millier d'œuvres rassemblées en 150 opus. La vie de Reger a pourtant été courte puisqu'il est mort à 43 ans. Né en 1873, Max Reger décide d'être musicien professionnel à 15 ans en 1888 après avoir assisté à une re-

présentation de Parsifal à Bayreuth. Pendant 15 ans, il se forme (en composant une multitude d'œuvres de qualité mais de facture assez classique). Ce n'est qu'au début du <sup>xx</sup>e siècle qu'il commence à écrire des œuvres vraiment originales. Bava-rois catholique, il épouse en 1902 une femme protestante divorcée, Elsa Von Berckhem, qui chantera nombre de ses lieder. Il adopte deux filles en 1907.

Il commence à se faire connaître en 1901 avec dix concerts d'orgue (il est un exécutant moyen mais un improvisateur de génie). Mais la reconnaissance publique n'apparaît qu'en 1905 après l'exécution de sa première œuvre symphonique : « Variations et fugue sur un thème de Bach ». Sa renommée ira croissant à partir de 1906 avec des tournées d'orgue et aussi de piano (comme accompagnateur et membre d'ensembles de musique de chambre). Il est professeur de contrepoint à la Königliche Akademie der Tonkunst (1905-1906), directeur musical de l'Université de Leipzig puis professeur de composition au conservatoire (1907-1908), Docteur *honoris causa* de l'université d'Iéna en 1908. Il est appelé comme chef d'orchestre de la cour de Meiningen en 1911 où il succède à son ami Richard Strauss. Mais sa santé se détériore. Il arrête de boire de l'alcool, ce qui ne l'empêche pas d'avoir une première attaque cardiaque. Reger est un bon vivant : il mange trop, boit trop, fume trop le cigare et surtout travaille trop. En 1905, il se retire à Iéna et se rend une fois par semaine à Leipzig comme directeur des concerts académiques. Il meurt à Leipzig en 1916 d'une nouvelle crise cardiaque.

Cette intense vie sociale et professionnelle n'empêche pas Reger

d'écrire énormément de musique. Il est très ami de Ferruccio Busoni (1866-1924) et Richard Strauss (1864-1949). Arnold Schoenberg (1874-1951) le considère comme un génie. En 1918, donc après la mort de Reger, Schoenberg organise avec ses élèves Alban Berg (1885-1935) et Anton Webern (1883-1945) une série de concerts. En trois mois, 62 de ces concerts seront consacrés à Reger...

Cette reconnaissance par Schoenberg peut laisser penser que Reger est un compositeur d'avant-garde. Ce qu'il est effectivement. Mais il n'est pas que cela. Il a écrit beaucoup d'œuvres moins agressives, voire presque classiques. Et il n'y a pas chez lui une évolution progressive dans un sens ou un autre. Il peut écrire un jour une œuvre ultramoderne et le lendemain une œuvre qui n'a rien de révolutionnaire. Et ceci, sans jamais se renier et en créant toujours une musique à la fois originale et très réussie.

Comment un compositeur peut-il passer, d'un jour à l'autre, d'une manière à une autre, complètement différente, en gardant le même niveau de qualité ? Je ne l'ai compris que tardivement à partir d'une remarque de Reger. En s'installant à Léna, il a affirmé écrire désormais dans « le style libre d'Iéna ». Avant 1915, son style (ou plutôt ses styles) n'étaient donc pas libres.

À quelles contraintes était-il soumis ? Celle d'utiliser uniquement les méthodes de composition de trois de ses prédécesseurs : Jean-Sébastien Bach (1686-1750), Johannes Brahms (1833-1897) et Richard Wagner (1813-1883). Utiliser les méthodes de composition d'un compositeur plus ancien est habituel. Dans leur jeunesse, tous les grands compositeurs le font, puis ils

y rajoutent des méthodes de composition qui leur sont propres. Dans la première partie de sa vie, Reger a fait la même chose. Mais dans la deuxième, il ne développe pas de nouveaux procédés (du moins avant Léna). Il combine entre eux les procédés de Bach, Brahms et Wagner dans des synthèses originales. Mais il reste contraint par leurs procédés. Son style n'est donc pas libre au sens de « style libre d'Iéna ».

Deux exemples simples illustrent cette méthode. Reger a écrit de très belles pièces pour violon seul. Il utilise la méthode de Bach dans ses célèbres sonates et partitas pour violon seul. Mais il y introduit le chromatisme de Wagner. Parce que Reger est un compositeur très doué, il en résulte des œuvres aussi belles que celles de Bach mais totalement modernes. Autre exemple simple dans le domaine du lied, les *Schlichte Weisen* (opus 76) les « simples mélodies ». Au lieu d'écrire un accompagnement de piano qui crée une ambiance et sert d'écrin à la mélodie qui se pose sur lui, Reger utilise un contrepoint digne de Bach où une note de piano (parfois un accord) est jouée au moment où la chanteuse émet une note. Reger utilise ainsi une méthode de contrepoint, note à note.

La combinaison simultanée, extrêmement complexe, des méthodes de Bach, Brahms et Wagner conduit à des œuvres explosives qui se rattachent à l'expressionnisme. C'est à ces œuvres que pensait Stravinsky quand il affirmait « Reger (*la personne*) est aussi répugnant que sa musique ». Il est vrai que les goûts de Stravinsky, ami de Debussy, se rattachent à l'école opposée : l'impressionnisme.

Les quatuors de Reger (écrits après 1903) ainsi que certaines œu-

vres pour orgue comme « Introduction, variation et fugue sur un thème original en fa dièse mineur » (opus 73) sont d'une modernité sidérante au bord de l'atonalité. Reger est parfaitement conscient du caractère révolutionnaire de cette partie de son œuvre quand il écrit : « Dans mes œuvres, ce sont moins les problèmes techniques que le langage harmonique qui rendent la compréhension difficile. La tonalité telle que Fétis l'a définie il y a cinquante ans est trop étroite pour 1902. » Le troisième quatuor opus 74 est beaucoup plus moderne que le premier quatuor de Schoenberg qui lui est postérieur et de la même veine expressionniste. Schoenberg n'ira d'ailleurs jamais aussi loin. Aussi ne faut-il pas s'étonner que Schoenberg ait écrit « C'est un des grands maîtres de la musique. Nous avons beaucoup à apprendre de lui. Il faut l'approfondir ». Et il faudra attendre 1924 pour que Schoenberg renonce à cette veine expressionniste en inventant la musique sérielle. Il est vrai que Reger lui avait ouvert la voie. Son quatuor en fa dièse mineur (opus 121) de 1911 est un exemple frappant de pensée pré-sérielle dodécaphonique avec des séries de 10 et même 11 sons.

Ces œuvres très modernes de Reger n'ont évidemment pas été acceptées facilement. Prévenant la critique avec son humour particulier, Reger écrit dans le programme de son quatuor à cordes opus 113 de 1910 : « L'œuvre a naturellement quatre mouvements, un fait dû à ma prolixité. Le *largetto* (3<sup>e</sup> mouvement) va plutôt lentement : les trois autres mouvements seront pris naturellement plus vite. Mais, dans cette œuvre on peut aussi faire le contraire. – cette musique sonnera toujours d'une manière épouvanta-

ble. Tonalité de Ré mineur, affirmation téméraire au sujet de laquelle je ne peux donner aucune garantie. Il est inutile de chercher des thèmes, que l'on n'entend de toute manière jamais. (...) Au cas où l'harmonie ne serait pas toujours bactériologiquement pure, j'en demande un pardon indulgent à tous les apôtres de la chasteté tonale. »

Ce faisant Reger décrit parfaitement les caractéristiques de cette partie de son œuvre. L'absence de thème rend l'audition de ses quatuors particulièrement difficile. Les quatre instrumentistes jouent simultanément une note et l'on a ainsi une évolution continue de quatre notes qui changent tout le temps. Après une audition attentive de quelques minutes, l'attention faiblit et quand elle revient quelques secondes plus tard, l'œuvre a tellement évolué que l'on ne retrouve pas le fil. Dans les œuvres plus classiques centrées sur une mélodie qui est variée amplifiée, développée – ce manque d'attention n'a aucun inconvénient. On retrouve le fil du discours en retrouvant la mélodie. Dans les quatuors de Reger, il n'en va pas de même et on est rapidement perdu. Il est possible de rattacher à cette partie expressionniste de l'œuvre de Reger d'autres œuvres de musique de chambre comme la sonate pour violon et piano opus 72 de 1903 dite « sonate des injures » (à l'intention de ses détracteurs) : elle est construite sur les notes (en notation allemande) AFFE (qui veut dire singe) et S(Es)CHAF (qui veut dire mouton).

L'absence de thèmes n'est pas due à une pauvreté d'invention mélodique. Reger a écrit plus de 150 lieder. Tous ne sont pas harmonisés en contrepoint strict comme les « simples mélodies ». La plupart le sont d'une manière beaucoup plus

classique. Les lieder qui ont été orchestrés le sont d'une manière parfaitement normale où l'accompagnement sert d'écrin au chant.

Reger a écrit plusieurs œuvres religieuses avec orchestre et chœur. Le psaume C est une œuvre protestante (bien que Reger ait été catholique). Laissons-lui la parole : « Les paroles du psaume sont familières à quiconque n'est pas propriétaire d'un harem. Je ne sais si ma mise en musique de ce texte contient des thèmes : j'en serai informé par la critique. La tonalité de Ré majeur est maintenue de bout en bout ». Puis il avoue : « Le thème principal peut être audible de temps en temps ». Le Psaume C a été écrit en 1909, donc plus tard que la musique expressionniste où il abandonnait la tonalité. Reger n'est pas un doctrinaire. Selon son humeur du moment, il adopte une position ou une autre, ce qui rend difficile de le situer. Toujours est-il que le Psaume C est beaucoup plus facile à écouter que sa musique de chambre. En réponse à cette œuvre protestante, Reger écrit immédiatement « Les nonnes » qui est fondamentalement une œuvre catholique : « Je suggère l'extase de nonnes (qui voient le Christ sortir du cadre d'un tableau) confinant à la folie, en faisant intervenir un motif de trompette, déjà entendu auparavant, deux mesures trop tôt, c'est-à-dire totalement faux dans ce contexte. »

En réponse aux critiques sur l'absence de thème dans certaines de ses œuvres, Reger a écrit quatre variations sur des thèmes de compositeurs anciens. Deux sont pour piano : « Variations et fugue sur un thème de Bach » en 1904 et « Variations et fugue sur un thème de Telemann » en 1914. Deux autres sont pour orchestre « Variations et fu-

gue sur un thème joyeux de Hiller » en 1907 et « Variations et fugue sur un thème de Mozart » en 1914. Ce sont de très belles œuvres qui sont la cause de malentendus de certains commentateurs qui ignorent le reste et qui voient en Reger un compositeur tourné vers le passé, maître du contrepoint et de la fugue.

Ces variations ne sont qu'une toute petite partie d'une œuvre pour piano extrêmement abondante et d'une œuvre pour orchestre qui ne l'est pas moins. On doit, par exemple, à Reger un concerto pour piano et un autre pour violon. Toutes ces partitions sont d'une grande qualité mais leur variété déconcerte.

Il y a un point sur lequel tous les commentateurs sont d'accord. Reger a produit la musique d'orgue la plus importante en nombre et en valeur depuis J.-S. Bach, que Reger reconnaît comme son maître : « Bach est pour moi le commencement et l'aboutissement de toute musique ». Mais il reconnaît : « Mes œuvres pour orgue sont difficiles et elles exigent de l'interprète une technique souveraine et de l'élévation... Je dirai simplement qu'il ne s'y trouve pas une note de trop. » Cette difficulté d'exécution explique que l'œuvre pour orgue soit souvent jouée d'une manière médiocre. Elle a besoin d'être orchestrée en jouant sur les divers registres. Mais les exécutants pris par la difficulté digitale l'oublient souvent. Reger leur a pourtant donné l'exemple en enregistrant lui-même ses premières œuvres pour orgue (jusqu'à l'opus 30).

L'arrivée de Reger dans une semi-retraite à Iéna, après sa première attaque cardiaque, a conduit à un nouveau style : le style libre d'Iéna selon les termes mêmes du compositeur. Cette expression est trompeuse. Il n'y a pas de nouveau style mais

une liberté retrouvée en, particulier vis-à-vis de Bach. Les œuvres de cette période n'ont pas plus qu'avant d'unité de style.

Le quintette avec clarinette (opus 146) se présente comme un concerto pour clarinette accompagné par l'ensemble des cordes. Cet accompagnement est doux et généralement harmonieux, bien qu'il soit accompagné de temps à autres par des dissonances chromatiques.

Les suites pour violoncelle ne doivent rien à Bach. Elles sont totalement libres. Elles ne suivent aucun plan préétabli et ne font référence à rien. Elles n'en sont pas moins extrêmement remarquables. Il existe aussi trois suites pour alto que je n'ai pas écoutées et dont je ne dirai rien. Sa dernière œuvre pour piano : *Traüme am Kamin* (Rêve auprès de la cheminée) est une suite de douze pièces courtes sans autres titres que leur tempo. Elles sont d'une verve spontanée, sans complications comme toutes les autres œuvres du « style libre d'Iéna » ce qui explique que certains commentateurs y ont vu l'influence de Mozart. Ce qui n'a aucun sens. Reger s'est débarrassé des méthodes de composition de Brahms, Bach et Wagner de la période précédente. Il est simplement lui-même, un homme mûr de 40 ans du début du vingtième siècle.

Reger a terminé sa vie par trois œuvres chorales importantes : *Der Einsiedler* (l'ermite) sur un poème d'Eichendorff, un requiem sur un poème d'Hebel et un grand requiem latin, *À la mémoire des héros allemands tombés à la guerre de 1914-1915*. Écrit en 1915 alors que l'Allemagne n'était pas encore vaincue, il est inachevé. À l'écoute, on comprend ce que Reger voulait dire : vous n'êtes pas morts pour rien. Ce requiem ne sera joué qu'en 1939

par l'Allemagne nazie pour des raisons politiques évidentes.

L'attachement des nazis à cette œuvre et en général à la production de Reger explique en partie le désintérêt pour son œuvre. Mort en 1916, Reger n'était évidemment pas un sympathisant nazi. C'est un homme de l'ancien régime, de l'Allemagne de Bismarck et non de celle d'Hitler. Mais la modernité de son œuvre tend à faire croire qu'elle est beaucoup plus récente.

Comment écouter aujourd'hui Reger ? En dissociant les diverses parties de son œuvre comme si elles étaient de compositeurs différents. On peut apprécier le maître de l'orgue, mais aussi sa musique expressionniste et violente qui a passionné Schoenberg, l'auteur qui fait référence à l'époque baroque, l'impressionnant producteur de lieder et le non moins impressionnant compositeur de musique pour piano, sans oublier le symphoniste et l'auteur d'admirables œuvres chorales et religieuses. Autant de facettes si différentes que l'on a du mal à admettre qu'elles cachent un même auteur.

NB : Les citations sont extraites de quatre volumes de la collection « Les Indispensables de la Musique », Fayard : *Musique de Piano*, 1987, art. Reger de J.-A. Ménétrier, p. 612 ; *Guide de la Musique de Chambre*, 1989, art. Reger par H. Albrecht, p. 735 et 738 ; *Musique d'orgue*, 1991, article Reger par M. Roubinet, p. 650-651 ; *Guide de la Musique Sacrée de 1750 à nos jours*, 1993, art. Reger par H. Albrecht, p. 868 et 870.

## À travers quelques livres

Roland Pfefferkorn

### POLARS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Sjöwall et Wahlöö en Suède, Scerbanenco en Italie<sup>1</sup>, Manchette en France, avaient révolutionné le polar au tournant des années 1960-1970. Les dix volumes du duo suédois, publiés entre 1965 et 1975, n'ont pas pris une ride, tant leur humour et l'acuité de leur regard critique sur leur société, présentée alors par certains comme un Eden du bien-être, sonnent toujours juste cinquante ans plus tard. Même chose pour Scerbanenco dans les années 1960 : il écorche l'image d'une Italie du Nord dynamique en plein boom économique pour mettre à nu une société patriarcale brutale et corrompue. La critique sociale faisait son entrée dans le polar.

Dans son premier manuscrit écrit en 1969, *L'Affaire N'Gustro* (1971, rééd. 2020, Série noire, Gallimard), Jean-Pierre Manchette s'inspire de l'enlèvement à Paris, en 1965, de Mehdi Ben Barka, leader de l'opposition marocaine. Dans *Ô dingos, ô châteaux !* il vilipende, comme Sjöwall et Wahlöö, la « société de consommation ». Une dizaine de romans décapants suivront, dont *Nada* adapté au cinéma par Chabrol et le génial *Petit Bleu de la côte ouest*. La publication récen-

te de ses *Lettres du mauvais temps. Correspondance 1977-1995* (Table-Ronde<sup>2</sup>, 2020) donne accès au cœur de son travail et de sa réflexion littéraire et politique. Un grand nombre de ces lettres est adressé à des écrivains (Siniac, Echenoz, Westlake, Ellroy...). Elles captiveront les lecteurs d'aujourd'hui confrontés à la noirceur du monde et au vide médiatique. Remarquablement éditées, elles éclairent les enjeux du polar. Elles témoignent du goût de l'auteur pour la justesse des mots, de sa rage, de ses emportements vis-à-vis de la télévision et de la presse écrite. *Le Nouvel Observateur* par exemple en prend pour son grade : « hebdo des cadres, au sens où on dit un journal de concierge », une « triste et ridicule abomination » qui « appuie toujours l'homme de gauche le mieux placé pour maintenir l'ordre ». Manchette hait « leurs mensonges qui se font prendre pour de l'« objectivité » » alors que, sous couvert de cette dernière, ils sont « du côté du manche ». On y trouve enfin l'expression de son amour de la littérature qui va bien au-delà des auteurs de romans noirs américains : Flaubert, Huysmans, Orwell, Bossuet ou Sade. Bref, ces *Lettres* sont un véritable trésor, s'y manifestent tant son humour, ses compagnonnages, son érudition que ses détestations.

Depuis Sjöwall et Wahlöö, le polar nordique a prospéré. Mankell a pris le relais, suivi par beaucoup d'autres, certes de qualité variable. L'ex-inspecteur de police norvégien, Jorn Lier Horst, commence à se faire un nom en France. *Le Dis-*

---

<sup>1</sup> On peut retrouver leurs livres, souvent dans de nouvelles traductions, chez Rivages/Noir.

<sup>2</sup> Chez le même éditeur *Play it again, Dupont*, chroniques ludiques données par Manchette entre 1978 et 1980 au magazine *Métal hurlant*.

*paru de Larvik*, son quatrième livre traduit (en Série Noire, Gallimard, 2020), rend compte d'une enquête bâclée, avec un faux coupable idéal et des policiers ripoux.... La bonne connaissance des arcanes du système policier et judiciaire de son pays contribue à la force de ce récit.

*Il était une fois dans l'Est* (Agullo Noir, 2018), le précédent livre du journaliste slovaque Arpad Soltész, décrivait les ravages de la corruption et du crime organisé dans son pays. Il remet le couvert dans *Le Bal des porcs* (Agullo Noir, 2020) : toujours la porosité entre crime, police et justice, entre mafias et politiciens véreux. Ce second polar révèle plus encore la sinistre réalité de son pays. Il culmine avec la mort d'un journaliste d'investigation, qui n'est pas sans rappeler l'assassinat de Ján Kuciak en février 2018...

Yassin Adnan, autre journaliste de renom, livre avec *Hot Maroc* (Sindbad/Actes Sud, 2020) la fresque décapante d'un Marrakech en plein bouleversement. Se mêlent aux affairistes et aux prédicateurs des universitaires sans envergure et d'ex-militants rentrés dans le rang. Le personnage central, Rahal, un anti-héros minable mais lettré, introverti, lâche et fuyant, est un géant de cybercafé, qui verse sa bile sur Internet.

Après sa trilogie écossaise, Rouergue Noir poursuit la publication des enquêtes de Peter May. *Rendez-vous à Gibraltar* (2020) suit la piste d'un ex-trader britannique reconverti dans le trafic de drogue. Il dépeint l'atmosphère étouffante de la côte sud de l'Espagne, où se croisent millionnaires et travailleurs sous-payés.

Le même éditeur propose aussi le second roman d'un ancien jour-

naliste, Alain Van der Eecken : *Des lendemains qui hantent* (2020). **Un homme hanté par la recherche de la vérité après la mort de son enfant se débat dans le dédale d'une procédure judiciaire et policière. En toile de fond la marée noire de l'Erika, suivie d'une tempête, qui s'abattent sur la Bretagne...**

### Ego-histoires, etc.

Les textes de Benjamin Stora rassemblés dans le volume de la collection Bouquins sous le titre *Une mémoire algérienne* (Robert Laffont, 2020) relèvent, pour trois d'entre eux au moins, de l'entremêlement de son parcours individuel et de ses thèmes de recherche en tant qu'historien. *Les Clés retrouvées*, *La Dernière Génération d'Octobre* et *Les Guerres sans fin* évoquent respectivement son enfance juive en Algérie, son engagement politique après 1968 et son passage du militantisme vers la recherche historique. Ces textes sont suivis de trois de ses grandes études : *Les Trois Exils. Juifs d'Algérie*, *Le Mystère De Gaulle. Son choix pour l'Algérie* et *François Mitterrand et la guerre d'Algérie* (écrit en collaboration avec François Malye). Une somme passionnante.

Dans *Passés singuliers. Le "je" dans l'écriture de l'histoire* (Lux, 2020) Enzo Traverso, s'intéresse à la place du « je » en s'interrogeant sur le pourquoi de cet avènement. Il en souligne les potentialités créatives, mais aussi les ambiguïtés et limites. Car, note-il, « l'écriture subjectiviste de l'histoire ne peut être dissociée de l'avènement de l'individualisme comme un des traits majeurs du nouvel ordre du monde ». Antoine Hatzenberger livre dans *Les Insulés. Exilés politiques en Corse*

(Riveneuve, 2020) un exemple de cette « ego-histoire ». Il s'agit d'une enquête personnelle sur l'exil politique dans les îles faite de souvenirs et de documents d'archives. Des photographies des principaux protagonistes, léguées à l'auteur par son grand-père, ont été le moteur de ce travail. Dans la veine des textes illustrés d'un Sebald ou d'un Lindqvist, il propose une cartographie de la *relegatio in insulam* qui visait le sultan du Maroc, Sidi Mohamed Ben Youssef, futur roi Mohamed V.

Les mémoires de Samuel Bamford, publiées entre 1839 et 1842 (!), viennent d'être traduites. L'auteur nous offre un récit du massacre de Peterloo : 15 personnes tuées et plus de 600 blessées quand la troupe chargea une foule de 60 000 personnes à Manchester le 16 août 1819<sup>3</sup>. Les victimes étaient surtout des ouvrières et des ouvriers du textile, rassemblés pacifiquement pour des réformes démocratiques. Son livre, *La Vie d'un radical anglais au temps de Peterloo* (Éditions sociales, 2019) est considéré par l'historien E.P. Thompson comme « une lecture essentielle pour tout Anglais ». Il retrace le mouvement de ces anonymes qui ont participé à l'écriture de l'histoire. Le même éditeur publie *L'Art de durer. Le Fascisme au Portugal* (2020) de Fernando Rosas, qui nous permet de comprendre comment et pourquoi la dictature portugaise a pu s'installer dans une république naissante au

milieu des années 1920... et durer pendant près d'un demi-siècle.

### Le Covid, la science, la nature

Le sociologue des sciences Arnaud Saint-Martin propose une réflexion à la fois critique, informée, modeste et tout en finesse autour du mot, « trop fort », de *Science* (Anamosa, 2020). Le contexte de la pandémie du Covid-19 permet d'interroger ce terme à nouveaux frais<sup>4</sup>. L'auteur défend une conception émancipatrice de « la science dans la cité », soulignant notamment « l'importance politique de la science comme production collective de vérités » et la nécessité d'une « politique de la vérité scientifique inclusive et généreuse ». Pour lui, « les sciences sont d'abord le produit de l'histoire sociale de la vérité scientifique ». Une riche bibliographie permet de prolonger la réflexion.

Face à l'urgence environnementale chronique que la crise du Covid-19 a rendue visible une fois de plus, le géographe Andreas Malm plaide pour des politiques écologiques radicales à grande échelle dans son dernier livre : *La Chauve-souris et le capital*. Le même auteur a coordonné par ailleurs l'ouvrage du collectif Zetkin : *Fascisme fossile* qui propose une analyse précise des positions des partis nationalistes sur le sujet tout en revenant sur les écrits d'auteurs comme Jünger ou Marinetti et les réalisations du troisième

<sup>3</sup> *Le 15 mars 1928* (Amsterdam, 2020) de Takiji Kobayashi évoque l'arrestation violente de centaines de militants de gauche par la police japonaise. Cinq ans plus tard, l'auteur est assassiné à l'âge de 29 ans par la police. Voir aussi du même auteur : *Le Bateau-usine* (Yago, 2009, rééd. Alia, 2015) et *Le Propriétaire absent* (Amsterdam, 2017).

<sup>4</sup> On signalera aussi les analyses de quatorze spécialistes, *L'Éducation aux temps du coronavirus* (La Dispute, 2020) rassemblées par Stéphane Bonnéry et Etienne Douat ; et les réflexions d'un anthropologue confiné, Michel Agier, *Vivre avec les épouvantails. Le monde, les corps, la peur* (Premier parallèle, 2020).

Reich et de Mussolini. Les deux livres viennent d'être publiés aux éditions La Fabrique.

### Racismes de France<sup>5</sup>

Sébastien Fontenelle épingle les philosophes de télévision et autres bonimenteurs identitaires dans son essai, *Les Empoisonneurs. Antisémitisme, islamophobie, xénophobie* (Lux, 2020). Il décrypte la brutalité verbale de ceux qui d'en haut distillent le racisme. Encouragés par des éditeurs de renom et des patrons de presse privés ou publics, au mieux complaisants, ils n'arrêtent pas. L'auteur revient aussi sur la réintégration des Maurras, Céline, Drieu, Chardonne ou Déon dans le patrimoine national par des éditeurs qui occultent ou relativisent leur antisémitisme. Les droites de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle attaquaient les « mêtèques » et les « Juifs » et vitupéraient contre le « judéo-bolchevisme », désormais leurs épigones vilipendent l'antiracisme, disqualifié sous l'expression d'« islamo-gauchisme » afin de mieux le fustiger.

Saluons aussi le travail collectif rigoureux, rassemblant des analyses de plus d'une vingtaine d'universitaires, de journalistes et de personnalités engagées, publié sous la di-

rection d'Omar Slaouti et Olivier Grandmaison : *Racismes de France* (La Découverte, 2020). Un ouvrage nécessaire pour penser, déconstruire et résister face à ceux qui attisent les haines et les peurs, agitant le spectre du « séparatisme » et l'épouvantail du « grand remplacement ».

James Walwin, spécialiste de l'esclavage, nous invite à suivre le sucre pour éclairer l'histoire du monde. Son *Histoire du sucre, histoire du monde* (La Découverte, 2020) brosse une large fresque autour d'un produit hautement toxique. Le titre original en anglais explicite le propos : « Comment le sucre a corrompu le monde : de l'esclavage à l'obésité ». Dans *L'Invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Eden africain* (Flammarion, 2020) l'historien Guillaume Blanc s'intéresse aux conséquences délétères de l'imaginaire fantasmagorique de l'Afrique comme Eden perdu qui a conduit à la création de parcs animaliers dans ce continent, tout en expulsant éleveurs et cultivateurs. L'idée d'une nature africaine vierge et luxuriante autrefois, puis surpeuplée et dégradée, a été popularisée par les anciens administrateurs coloniaux. Elle a inspiré l'action des agences, étatiques et internationales, telles l'Unesco et le WWF, responsables sous couvert de « développement durable », de déplacements *manu militari* de populations et de profonds bouleversements sociaux.

10 octobre 2020

<sup>5</sup> Chronique rédigée avant l'infâme assassinat de Samuel Paty par un terroriste islamiste à Conflans-Sainte-Honorine, donc avant l'obscène instrumentalisation politique dont ce crime a immédiatement fait l'objet, avec des menaces et des « visites domiciliaires » ordonnées par l'exécutif visant des personnes, des groupes et des associations n'ayant aucun lien avec les faits, sans compter les attaques visant le président et le rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité, fervents défenseurs d'une laïcité éclairée, et le procès tout azimut en islamo-gauchisme.

## Notes de lecture

Alain Bihl & Michel  
Husson

THOMAS PIKETTY. UNE  
CRITIQUE ILLUSOIRE DU  
CAPITAL

Lausanne/Paris, Page 2/Syllepse,  
2020

Depuis la publication et le succès international de son livre, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (2013), Thomas Piketty est devenu une véritable star. Plus récemment, il a publié une nouvelle somme, *Capital et idéologie* (2019), qui prétend fournir une grille d'analyse valable pour l'ensemble des sociétés humaines. Il intervient régulièrement dans le débat public avec les propositions portées par son dernier ouvrage. Alain Bihl et Michel Husson proposent une lecture critique rigoureuse de ses travaux en interrogeant plus particulièrement ses sous-bassements théoriques et ses propositions politiques, les deux étant étroitement liés. Ils soulignent le paradoxe qu'il y a à laisser entendre, au moins implicitement, qu'il serait le Marx contemporain alors qu'il ignore manifestement tout des concepts et des analyses de l'auteur du *Capital*, ne l'ayant tout bonnement pas lu. Comment pourrait-il par conséquent en retenir les leçons ou *a fortiori* le dépasser ?

Bihl et Husson pointent les faiblesses théoriques des analyses pikettiennes. Tout d'abord, la notion de capital, présente dans les titres de ses deux ouvrages, n'est jamais définie rigoureusement. Le capital comme rapport social de produc-

tion est ignoré et l'auteur passe allègrement d'une définition du capital à une autre, tantôt il l'élargit à tout patrimoine qui procure un rendement (logements, terrains, actifs financiers, brevets, capital productif), tantôt il le limite au seul capital engagé dans la production. Le rôle des rapports de production et des rapports de classe est en permanence esquivé, par exemple quand Piketty se polarise sur les conditions techniques de la production qui expliqueraient la baisse de la part des salaires dans le revenu national, négligeant la lutte de classes entre capital et travail pour le partage de la valeur ajoutée et l'épuisement des gains de productivité qui pousse à l'augmentation du taux d'exploitation. Autres exemples : il n'appréhende les inégalités que sous l'angle statistique des inégalités de revenu ou de patrimoine, négligeant les inégalités de statut ou de pouvoir ; la notion alambiquée de « société de propriétaires », utilisée par Piketty pour définir le capitalisme, masque le fait qu'au sein du capitalisme, une masse considérable d'individus ne sont propriétaires de rien.

Bihl et Husson soulignent aussi la surestimation de l'importance des facteurs idéologiques dans la transformation des sociétés humaines et l'évacuation des luttes sociales et politiques, un peu comme si les changements historiques majeurs étaient essentiellement dus à l'émergence et la diffusion d'idées nouvelles sans qu'on sache ce qui les produit. Le rôle de justification des idéologies est par ailleurs limité à la justification des inégalités et non à celle de l'ensemble de l'ordre social capitaliste. Ils insistent aussi sur la légèreté, pour le moins, du traitement par Thomas Piketty de l'histoire économique et sociale, multipliant amal-

games et raccourcis. Il va jusqu'à enjamber huit siècles de transition entre le féodalisme et le capitalisme en Europe occidentale en moins d'une page et, dans le cas spécifique du Royaume-Uni, il ne rend guère compte des débats qui ont accompagné l'essor du capitalisme.

Ses faiblesses conceptuelles et sa lecture hardie de l'histoire économique et sociale expliquent en grande partie la fragilité de ses prospectives pour les décennies à venir et l'incohérence et la naïveté de son projet politique idyllique de capitalisme vert-rose qu'il nomme « socialisme participatif ». Certes, Piketty défend avec fermeté une réduction par la fiscalité des inégalités de revenus et de patrimoines, ce qui est estimable, tout comme un élargissement de la représentation des salariés dans les instances dirigeantes des entreprises. Mais il y a des omissions pour le moins problématiques dans ses propositions : par exemple, rien sur la réduction du temps de travail ou les créations d'emploi et quasiment rien sur la crise écologique. Piketty adhère à la mal nommée « égalité des chances » qui est toujours un mythe trompeur dans une société fondamentalement inégalitaire, où les positions sociales sont en grande partie héréditaires. De même, il développe une vision enchantée de la formation continue (qui compenserait miraculeusement les inégalités sociales d'accès à la formation initiale). Il sous-estime l'action des forces syndicales et sociales qui, ne l'oublions pas, portaient à la fois des revendications réformistes immédiates et des objectifs de mise en cause à terme du capitalisme. Il sous-estime aussi la nécessité pour le système capitaliste d'une régulation macroéconomique globale, portant tant sur les dépenses publi-

ques et sociales, les investissements publics dans les grandes infrastructures, la formation de salariés compétents, la gestion des conflits entre grandes puissances impérialistes. Les auteurs notent aussi qu'il accepte la vision de la propriété privée comme émancipatrice, garante de la liberté individuelle, en oubliant la réalité du capitalisme, où la masse des salariés ne jouissent pas de cette liberté.

Les propositions politiques de Piketty opèrent finalement au niveau des rapports de répartition (en redistribuant revenus et patrimoines par l'intermédiaire de la fiscalité) pour en corriger les inégalités, mais sans toucher aux rapports capitalistes de production qui génèrent pourtant en permanence ces mêmes inégalités. Le livre de Bihl et Husson relativise à tout le moins les analyses de celui qui est encensé un peu partout, dans les magazines ou les forums. Un livre particulièrement riche qui donne à penser, y compris pour la construction d'une véritable alternative de gauche ; et d'autant plus nécessaire que les propositions politiques de Piketty rencontrent un écho significatif.

Roland Pfefferkorn

### *Philippe Sands*

#### LA FILIÈRE

Traduit de l'anglais par Astrid von Busekist. Albin Michel, 2020

Dans un premier ouvrage, *Retour à Lemberg*, paru en 2017 chez le même éditeur (recensé dans le numéro 203 de *Raison Présente*), Philippe Sands rendait compte d'une enquête sur le berceau de sa famille, enquête qui l'avait conduit à Lem-

berg, une ville de Galicie, comprise jusqu'en 1918 dans l'empire austro-hongrois, puis incluse dans la Pologne reconstituée à l'issue de la guerre, sous le nom de Lwow. Sands avait alors découvert que c'était la ville d'origine de deux grands juristes, Hersch Lauterpacht et Rafaël Lemkin : Lauterpacht, émigré en Angleterre dans les années 1920, élaborait la notion de crime contre l'humanité ; Lemkin, qui gagna les États-Unis au prix d'un incroyable périple en 1941, conceptualisa la notion de génocide. Un autre docteur en droit acquiert, quant à lui, une triste notoriété : Hans Frank, gouverneur nazi de la Pologne entièrement occupée par le Reich en 1941, organisa l'extermination des juifs de Pologne, parmi lesquels les parents de Lauterpacht, de Lemkin et de Sands. Ironie de l'histoire, Frank fut condamné à mort lors du procès de Nuremberg, jugé coupable de crime contre l'humanité....

Dans le cours de ses recherches, Philippe Sands rencontra le plus jeune des fils de Frank, Niklaus, qui condamne sans réserve les crimes de son père (« je suis contre la peine de mort, sauf pour mon père », a-t-il déclaré à Sands). Il fit aussi la connaissance d'un autre fils de dignitaire nazi, Horst Wächter, dont le père, Otto Wächter, fut gouverneur de Cracovie puis de Lemberg sous l'autorité de Frank. Mais Wächter « disparut » en 1945 et mourut à Rome en 1949, sans avoir été jugé. À l'opposé de Niklaus Frank, Horst Wächter refuse absolument de croire que son père porte la responsabilité des crimes commis contre les populations polonaises ou de l'extermination des juifs dans les provinces dont il eut la charge. C'est sans doute cette croyance, apparemment inébranlable, qui poussa

Horst à ouvrir progressivement ses archives familiales. Philippe Sands eut donc accès aux carnets intimes de sa mère, Charlotte, qu'elle entama dès son adolescence, ainsi qu'à la correspondance échangée avec son époux Otto et à divers documents émanant de l'un ou l'autre des deux parents et à des fragments de mémoires élaborés par Charlotte après la mort d'Otto. Il a croisé ces informations avec les autres sources disponibles, n'avançant que les faits dûment corroborés, mettant la rigueur du juriste en quête de preuves au service de la recherche historique.

Il en résulte un livre passionnant qui suit pas à pas la démarche du chercheur, les questions posées, la méthode d'investigation retenue, les réponses quand elles sont avérées, comme les interrogations qui subsistent. La première partie nous familiarise avec le couple Wächter : Charlotte Bleckmann – une jeune fille (née en 1908) de la bonne société viennoise, assez émancipée pour se rendre seule en Angleterre dans les années 1920 en quête de débouchés pour ses créations textiles – tombe amoureuse d'un avocat, fils d'un général de l'armée impériale, anobli à la fin de la guerre, Otto Freiherr Wächter (né en 1901). Il a adhéré à la branche autrichienne du NSDAP, le parti nazi, dès 1923, l'année du putsch raté de Hitler. Le mariage a lieu en 1932, mais dès 1934, Otto, qui a participé au coup d'État contre le chancelier autrichien Dollfuss, disparaît, probablement caché en Allemagne. Il réapparaît après l'annexion de l'Autriche, l'Anschluss, en 1938 et dès lors commence le *cursus honorum* qui le conduira à un grade élevé dans la SS et au poste de gouverneur, d'abord de Cracovie, puis après l'invasion de l'URSS et de la partie de la Po-

logne qu'elle avait reçu en partage en 1939, de Lemberg, toujours sous la tutelle de Frank. Avant sa rencontre avec Otto Wächter, Charlotte n'avait guère émis d'opinion politique mais, dès son mariage, elle affirme son adhésion totale à l'idéologie et à la politique nazies et son admiration pour Hitler qui ne se démentiront jamais. Elle profite sans état d'âme des prébendes offertes : occupation d'une maison à Vienne dont les propriétaires juifs ont été expropriés ou d'une maison de campagne, appartenant à un ancien gouverneur de Vienne, qui ne s'est pas rallié à l'ordre nouveau. Elle suit son mari à Berlin où il travaille un temps pour les services de renseignement de la SS, puis à Cracovie et Lemberg. Femme de dirigeant, servie par une domesticité nombreuse, elle organise les résidences du couple qu'elle meuble en se servant dans les musées polonais ; elle reçoit, joue aux échecs avec Frank qu'elle admire et pour qui elle semble avoir eu un béguin. Des activités politiques de son mari, elle ne dit rien, sauf qu'il travaille beaucoup. Lui non plus ne s'étend guère sur son « travail » dans les lettres qu'il lui adresse quand elle part en villégiature dans la maison de campagne réquisitionnée près de Salzbourg. On suit, à travers ces témoignages privés, la vie des membres d'une *nomenklatura* qui profite de ses avantages, assiste aux représentations d'opéra, voyage... et s'occupe de ses enfants : Charlotte met au monde six enfants, comme Madame Goebbels, et pense qu'elle mériterait de recevoir la médaille des mères. Les deux époux ne disent à peu près rien dans leur correspondance à propos du « travail » d'Otto. Mais les recherches de Philippe Sands jettent une lumière crue sur son rôle dans l'organisation

du ghetto de Cracovie, l'exécution d'otages polonais, l'organisation du ghetto de Lemberg puis la déportation de ses occupants vers les camps d'extermination. Malgré les preuves qu'apporte Sands de la responsabilité directe d'Otto Wächter dans ces crimes, le fils continue aujourd'hui de nier le rôle de son père, rejetant la responsabilité sur la branche SS de l'administration des territoires polonais...

La deuxième partie du livre, tout aussi passionnante que cette plongée (parfois difficile à supporter) dans le quotidien d'un couple de nazis de haut vol, s'attache à retracer les dernières années de la vie d'Otto Wächter. À l'approche de l'Armée rouge, durant l'été 1944, il quitte Lemberg mais, bien qu'apparemment conscient de l'issue de la guerre, il continue de servir le Reich dans les territoires du Tyrol du Sud et de l'Italie du Nord passée sous la coupe de la république de Salo, dirigée par Mussolini sous protectorat nazi. Puis, après la reddition allemande et l'armistice du 8 mai 1945, on perd apparemment sa trace. On verra comment Philippe Sands parvient à reconstituer les trois années de cavale que les archives de la famille avaient soigneusement occultées. Et l'on en vient aux derniers mois de la vie d'Otto Wächter, de mai à juillet 1949. Il les passe à Rome à la recherche de « la filière », celle qui donne son titre au livre, celle qui permet à nombre de hauts gradés de la SS et de bourreaux bien identifiés d'échapper aux procès et de fuir l'Europe, gagnant le Proche-Orient ou l'Amérique latine, à moins que ce ne fut, guerre froide oblige, pour intégrer les services secrets des États-Unis. Les indications contenues dans les lettres qu'Otto adresse à Charlotte scrupuleuse-

ment étudiées, initiales et faux noms décryptés, informations recoupées avec les documents déclassifiés de la CIA, les articles de presse, les mémoires publiés, sans compter l'aide apportée par des historiens spécialistes (ou par John Le Carré, voisin de Sands à Londres et connaisseur s'il en est des réseaux d'espionnage de la période !) permettent de dresser un tableau de ce monde trouble où collaborent agents américains, personnalités proches du Vatican et nazis « retournés ». On laisse bien sûr au lecteur le plaisir de suivre pas à pas cette enquête, ses révélations, ses coups de théâtre, y compris la réponse à la question finale : Wächter est-il mort de maladie ou victime d'un assassinat ?

Au terme de cette enquête qu'il a autorisée, et même accompagnée, et qui ne laisse aucun doute sur le rôle qu'a joué Otto Wächter dans le système du Troisième Reich et sa participation personnelle et directe aux crimes de guerre et au génocide, le fils, Horst, demeure persuadé que son père était un « homme bon », innocent de ce qu'on lui reproche. Mais la fille unique de Horst, Magdalena, a publié, en Autriche, sur les réseaux sociaux, contre la volonté de son père, le message suivant : « mon grand-père était un meurtrier de masse ». Affaire de génération ? Hélas, non : les autres enfants et petits-enfants d'Otto ont désapprouvé la démarche de Horst (qui seul avait hérité des archives familiales) et si on ne sait ce qu'ils ont pu penser de celle de sa fille, on peut supposer que ce qu'ils souhaitaient, c'était le silence, l'oubli. Même si à titre individuel, on peut comprendre combien il est difficile de se voir comme fils ou fille de nazi, le besoin de connaître le passé est un impératif qui s'impose à tous. Le para-

doxe de Horst Wächter est que c'est son aveuglement imperturbable sur le rôle et la personnalité de son père qui l'a conduit à attirer l'attention sur le personnage, en donnant à Philippe Sands les moyens de mener une enquête où la rigueur du juriste rencontre celle de l'historien qu'il est devenu et de nous offrir cet ouvrage magistral et d'une lecture palpitante.

Fabienne Bock

*Anne Le Goff*

L'ANIMAL HUMAIN

Paris, Vrin, 2020

Comment rendre compte de l'animalité humaine dans ses points communs comme dans ses différences avec l'animalité des autres animaux ? Comment penser l'articulation de la philosophie avec les sciences de la nature ? Ces questions essentielles ne sont certes pas neuves. Mais le traitement qu'en fait Anne Le Goff est d'une grande clarté et d'une originalité certaine. Spécialiste de l'œuvre de John McDowell, elle se livre ici à un examen critique de l'un de ses concepts, censé concilier la constitution naturelle de l'humain et l'intentionnalité individuelle, celui de *naturalisme de la seconde nature*. Pourtant, malgré la fécondité de cette tentative de conciliation, l'autrice cherche à montrer les raisons de la révoquer.

Anne Le Goff n'exprime pas une hostilité de principe envers le naturalisme scientifique. Mais la volonté de penser l'unité des aspects du réel, notamment celle du mental et du biologique, peut-elle se réaliser au prix du rejet des entités et propriétés normatives hors du mon-

de de la nature ? Ce coût peut paraître exorbitant. Si l'on reconnaît que tout ce qui est réel, y compris les normes, est contenu dans la nature, on doit donc défendre un naturalisme alternatif. Ce naturalisme-là, c'est celui de McDowell : il s'attache à montrer que « l'accès à la normativité ne constitue pas une sortie hors de la nature, mais le développement d'une autre forme de nature » (p. 22-23). La *seconde nature* fait donc partie de la nature au même titre que les phénomènes physiques ou biologiques. Il reste, bien entendu, à se demander comment penser ensemble ces deux formes de nature par définition hétérogènes. Mais, là où McDowell considère qu'il apporte, par l'idée de seconde nature, une *solution* à la question du dualisme entre nature et raison, A. Le Goff décrit un *problème*.

Pour McDowell, en entrant dans « l'espace logique des raisons », l'être humain change de nature mais ne sort pas de la nature. Alors que l'animal, enfermé dans ses représentations, reste *idéaliste*, l'être humain invente, par un processus psychogénétique, le *réalisme* (voir Etienne Bimbenet). Il devient ainsi lui-même par dépassement de l'animalité : la seconde nature devient « toute la nature de l'être humain rationnel » (p. 102).

Pour rendre compte de cette transformation, il n'est pas inutile de se référer au concept hégélien de *Bildung*, celui-ci permettant de penser la formation d'une seconde nature au sein d'une première, « le développement de l'autre au sein du même » (p. 115). L'être humain, dans cette perspective, est l'animal qui se fait lui-même. Bien que produit de l'évolution, il est le seul à ne pas être totalement déterminé par les lois de son espèce. La raison ap-

paraît dès lors comme une potentialité naturellement développée par les êtres humains.

Mais, s'interroge A. Le Goff, les êtres humains, parce qu'ils possèdent le langage, sont-ils les seuls à avoir des attitudes propositionnelles ? Les deux derniers chapitres de l'ouvrage s'emploient à inventer les raisons de refuser l'approche de McDowell. On ne peut, selon l'autrice, mener les deux objectifs (de la commune naturalité avec les autres animaux et de la différence radicale) de front jusqu'au bout. Il existerait une difficulté substantielle à « trouver des termes qui caractérisent ce qui est à la fois le même et l'autre et, par suite, à penser la parenté profonde entre eux et nous » (p. 161). Pour la surmonter, A. Le Goff propose de considérer les traits de chaque espèce animale dans sa relation à son propre milieu. Cette perspective la conduit à faire sienne l'idée selon laquelle l'être humain est un animal *particulier* et non un animal *spécial* : dès lors, « la spécificité humaine n'implique pas qu'elle se distingue de toutes les espèces animales » (p. 166).

Il conviendrait donc de se demander ce que signifie mener une *vie* dans le *langage* (p. 174), de façon à ce que le langage ne soit plus le lieu d'une différence radicale entre humains et animaux. A. Le Goff emprunte à Wittgenstein la notion de *forme de vie* afin d'éclairer les comportements animaux, de les « penser comme totalité unifiée des traits de la vie des animaux (humains et non humains) » (p. 199). Elle se refuse à reléguer l'animal aux confins de la raison, voulant voir dans la façon dont chaque espèce investit son milieu une forme d'articulation des règles et de la vie. Les traits propres

à une certaine forme de vie ne prennent donc sens qu'en son sein.

Il existe pourtant de solides arguments en faveur de la radicalité de la différence anthropologique. Si la capacité de détecter les intentions de l'autre, c'est-à-dire d'accéder à des états mentaux qui ne sont pas les miens semble être possédée par d'autres espèces de primates, ce qui, en revanche, nous caractérise est notre motivation à partager nos états mentaux, à faire part de nos désirs et de nos croyances. *L'intentionnalité partagée* est donc le produit de la capacité sophistiquée à comprendre les états mentaux des autres et, surtout, de notre désir d'échanger à leur sujet. Michael Tomasello évoque l'*effet cliquet* de la transmission culturelle pour insister sur le fait que chaque génération se développe en héritant des outils créés par les générations antérieures. La cognition culturelle modifie donc fondamentalement le processus même de l'évolution cognitive. A. Le Goff aurait gagné à réfuter une perspective dont, à l'évidence, elle n'ignorait pas l'existence.

Alain Policar

### *Raphaëlle Branche*

« PAPA, QU'AS-TU FAIT EN ALGÉRIE ? » ENQUÊTE SUR UN SILENCE FAMILIAL

Éditions la Découverte, 2020,  
507 pages, 25 euros

Dans ce gros ouvrage, l'historienne Raphaëlle Branche dévoile le patient travail d'enquête qu'elle mène depuis vingt ans pour recueillir les témoignages des appelés de la guerre d'Algérie (1954-1962) et de leurs

familles. Les sinistres agissements de l'armée française de l'autre côté de la Méditerranée sont aujourd'hui documentés, et déjà pendant ces années de « maintien de l'ordre », les militants pour la « paix en Algérie » en avaient perçu des échos. Si nous sommes vivement émus à la lecture de cet ouvrage, c'est qu'il révèle tout le non-dit qui a accompagné la narration de « leur » guerre par les appelés et qui, à certains égards, persiste encore aujourd'hui. L'auteure évoque un possible rapprochement avec le silence des rescapés de la Shoah, dans l'incapacité à raconter l'indicible : elle souligne que les différences sont immenses car les appelés ne sont pas que des victimes mais aussi des acteurs dans une guerre avant tout du type colonial. L'historienne se met ici à l'écoute des anciens combattants survivants et de leurs proches, plongeant au cœur de l'histoire des familles. Elle éclaire d'un jour nouveau la place de cette guerre dans la société française, dégageant aussi *a contrario* à quel point les liens inter-parentaux ont largement muté en six décennies.

La méthode de Raphaëlle Branche est fondée sur les témoignages qu'elle est allée recueillir en personne auprès d'une quarantaine de familles, parmi les 300 qui ont accepté de répondre à un questionnaire. L'histoire de 14 d'entre elles est filée des années 1950 à nos jours. Tous les membres de ces familles sont bien identifiés, parents, frères et sœurs, femmes et enfants ont des prénoms, ce qui rend le livre vivant. Les témoignages oraux sont complétés par les correspondances échangées entre le bled et la métropole durant la guerre, ainsi que quelques carnets intimes. Les familles interrogées appartiennent à des milieux sociaux très hétérogènes

et ont des convictions politiques de droite comme de gauche. Pourtant, le tableau brossé éclaire avec cohérence « les métamorphoses familiales des silences » qui ont caractérisé cette « guerre sans mots ».

Les premiers chapitres rappellent le contexte moral et social de la France où a grandi la génération des conscrits. Les souvenirs de la Seconde Guerre mondiale sont encore très forts avec les pères anciens résistants ou prisonniers, en général peu bavards sur leurs années de guerre. La mémoire de la Grande Guerre est aussi présente à travers les photos des grands-pères morts au front, pour toujours sans voix. Les familles vivent alors sous l'autorité patriarcale, la révolte est rare, la hiérarchie du genre et de l'âge est bien respectée. Après l'appel massif au contingent en 1956, les frères partent les uns après les autres, les mères se consomment d'inquiétude. Les départs s'opèrent sans enthousiasme mais peu d'objection dans les familles étudiées, l'entourage dans son ensemble n'ayant pas pris conscience qu'une vraie guerre se déroule. (Notons pourtant que divers mouvements très actifs d'insoumis, durement réprimés, se sont développés au fil des années de la guerre). Au total environ un million et demi de jeunes hommes seront appelés en Algérie.

Les appelés pas plus que leur famille n'ont en général voyagé. Les premiers messages envoyés d'Algérie témoignent d'un vif émerveillement devant la beauté des paysages et aussi d'un profond étonnement de l'extrême pauvreté des habitants. L'échange de lettres avec le pays est un enjeu majeur pour supporter la séparation brutale d'avec les êtres aimés. Les couples sont mis à l'épreuve, la tendresse est réaffir-

mée, la vie future s'esquisse dans la correspondance. Toutefois, les lettres étant en général lues en famille, les mots sont pesés pour ne pas alarmer les mères, tandis que disparaît rapidement l'espoir de convaincre les pères de la gravité de la situation politique et militaire, occultée par les pouvoirs publics. Les photos ne sont en général pas envoyées. Tous les soldats, même blessés, ont à cœur de rassurer leur famille, qu'inquiètent les échos des violences dans les Aurès ou en Kabylie et les enterrements des morts rapatriés. Nul récit des crimes de guerre dont les soldats sont témoins, voire acteurs : « nettoyages » de villages sans survivants, interrogatoires corsés de tortures et de viols, ou encore les sinistres « corvées de bois ». La honte d'avoir tué ou torturé et la peur de la mort imprègnent pourtant les pages de quelques journaux intimes retrouvés, mais ces impressions restent dissimulées aux familles.

Au retour d'Algérie, l'oubli du passé le plus récent est la condition nécessaire pour que le rapatrié retrouve son identité antérieure à la guerre, reprenne une vie de famille et une activité professionnelle. La réadaptation à la vie civile fait l'objet d'enquêtes officielles qui échouent par une absence massive de réponses. La désorientation et l'abattement sont perceptibles dans des films comme les *Parapluies de Cherbourg* de Jacques Demy, où s'affiche toutefois un optimisme que ne partage pas Alain Resnais dans son admirable *Muriel*. Les soldats à leur retour font très peu le récit de leurs opérations militaires. Ils sont d'autant moins questionnés par leurs proches qu'ils ne les ont pas tenus au courant de la violence débridée de la guerre. La vie reprend et bifurque, le passé s'estompe, mais

les cauchemars sont toujours là. Les médecins oscillent entre aveuglement et ignorance face aux troubles psychiatriques engendrés par la vie militaire. L'appartenance de certains rappelés aux associations d'anciens combattants, d'ailleurs divisées entre elles, apporte peu de réconfort. Notons qu'il faut attendre 1999 pour que la reconnaissance de la guerre d'Algérie soit officialisée par l'Assemblée nationale.

L'héritage de la guerre est enfin questionné par Raphaëlle Branche auprès des descendants des combattants, alors que le passé algérien des pères n'est pas particulièrement saillant dans la saga familiale. Des objets rapportés d'Algérie sont tenus en réserve dans les tiroirs, ou bien sont en évidence comme de simples décorations. Les photographies dans les albums sont soigneusement expurgées des plus explicites sur les violences. Bien que de grands progrès se soient instaurés dans les relations intergénérationnelles pendant la décennie qui a suivi 1968, les enfants, à demi conscients que leurs pères ont fait la guerre en Algérie, ont du mal à oser les interroger. Les anecdotes rapportées, teintées d'exotisme ou de préceptes moralisants, ne rendent pas compte de la réalité de la guerre. La place des souvenirs est instable dans la mémoire des anciens combattants et souvent enfouie. La transmission est d'ailleurs décrite comme plus aisée aux petits-enfants qu'aux enfants, alors que ces derniers n'en recueillant que des bribes.

Au tournant des années 2000, le contexte change plus radicalement. Le passé algérien s'installe dans le débat public. Les anciens combattants sont amenés à se penser comme des victimes de l'État qui les a enrôlés de force dans une guerre

dont les aspects cruels, maintenant révélés, sont présentés comme des erreurs politiques. Raphaëlle Branche elle-même publie *La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie* (Galimard 2001). Les questionnements des enfants se réveillent, mais rarement adressés directement aux pères. Certains anciens combattants, poussés par leurs proches, commencent à prendre la plume pour le récit de leur guerre entremêlé de leur destin personnel.

Aujourd'hui la mort prochaine des pères va bientôt mettre un terme à l'espoir de réponse aux abîmes de silence sur la guerre d'Algérie dans les familles françaises. Restent les écrits et les témoignages tels que ceux patiemment recueillis et analysés dans le présent ouvrage par l'historienne Raphaëlle Branche, dont la finesse d'analyse et l'empathie pour les personnages font tout le prix.

Michèle Leduc

### *Agnès De Féo*

#### DERRIÈRE LE NIQAB

Armand Colin, septembre 2020

C'est avec une certaine méfiance que l'on s'aventure dans la lecture d'un ouvrage qui paraît être une apologie du voilement sous toutes ses formes, autrement dit, selon la vulgate dominante, une ode à la soumission des femmes. En réalité, quelques lignes suffisent pour comprendre que ce travail sérieux (issu d'une thèse soutenue en décembre 2019) est à mille lieues de ce qu'un lecteur pressé pense y trouver. Et, disons-le d'emblée, Agnès De Féo, grâce à son immense culture, a réalisé un travail qui contribue de fa-

çon décisive à la lutte contre les préjugés.

Il fallait sans aucun doute une inépuisable soif de connaissance et une curiosité intellectuelle insatiable pour, durant dix longues années, se mêler à ces femmes qui, sous toutes les latitudes, ont porté le niqab, et pour rendre compte de leurs motivations. L'autrice ne défend aucune thèse théologique et, dès lors, ne se prononce pas sur le caractère prescrit ou non du niqab par la jurisprudence islamique. Sa visée n'est pas non plus apologétique. Il s'agit seulement d'étudier un comportement à l'apparence religieuse dont les facteurs explicatifs sont à la fois sociaux, politiques et psychologiques. Et, au lieu de présupposer que les niqabées (c'est le terme que choisit A. De Féo, parce qu'il est acceptable de définir ces femmes par l'objet de leur revendication, tout en notant qu'il les réduit à un costume que certaines ne portent qu'occasionnellement) sont instrumentalisées ou aliénées (ce qui n'exclut évidemment aucunement qu'elles puissent l'être), le parti pris, parfaitement raisonnable, de l'autrice est de les aborder comme sujets autonomes car, écrit-elle, « la femme niqabée est le sujet et le niqab l'objet », même si, précise-t-elle, « pour beaucoup de Français, le rapport est inverse : le niqab est le sujet d'actualité et la femme qui le porte réduite au rang d'objet, sans parole ni volonté propres » (p. 31).

Si ce travail est important, c'est d'abord parce qu'il apporte une pierre de la plus haute importance à la méthode de l'observation participante. Pour A. De Féo, le terrain est avant tout la rencontre des autres dans le décentrement de soi. Dès lors, le regard du lecteur, profondément modifié par le sien, se

veut désormais plus attentif à l'altérité. Ces conséquences, à l'évidence d'ordre moral sont, inséparablement, d'ordre politique. Aussi l'autrice se livre-t-elle à une passionnante déconstruction des évidences. Elle montre notamment que le niqab n'est pas un phénomène allogène mais autochtone. Il représente une tradition réinventée sans lien avec les traditions ancestrales.

En outre, on n'observe pas ce qui est le plus souvent invoqué dans l'expression de la désapprobation devant le port du niqab, à savoir la coercition masculine (même si ce point aurait sans doute mérité un examen un peu plus soutenu). S'il y a instrumentalisation, c'est celle du voile par des femmes désireuses de se libérer du regard des autres. Bien plus, le voile intégral est le vecteur d'un pouvoir exercé sur les hommes. Il est également bien souvent pour les adolescentes une marque de leur émancipation paradoxale. A. De Féo souligne également la différence entre les femmes qui portent le foulard et les femmes niqabées : alors que les premières cherchent à banaliser leur geste, les secondes, à l'opposé, refusent cette banalisation.

Bref, le choix de porter le niqab ne se réduit pas à l'injonction religieuse (d'autant que la pratique religieuse des femmes niqabées, aussi étonnant que cela paraisse, est faible, et le port du niqab n'est d'ailleurs bien souvent qu'un moment dans la vie d'une femme) : il est également lié au plaisir physique et au sentiment de puissance. Olivier Roy, dans sa préface, évoque d'ailleurs une « rhétorique féministe opposée à la culture traditionnelle à laquelle on associe le voilement » (p. 15-16). Mais ce choix peut aussi exprimer le désir d'auto-exclusion

face à l'humiliation (on trouvera, à la fin du livre, un précieux inventaire des idées reçues sur le niqab, p. 255-268).

Face à cette réalité, l'argumentation républicaine, disons officielle, semble trahir ses idéaux. Bien qu'invoquant l'idéal de non-domination, elle prône une position paternaliste, non véritablement assumée. Il s'agirait de libérer les femmes voilées (intégralement ou non) de la contrainte patriarcale. Il conviendrait en quelque sorte de les forcer à être libres, le choix de la soumission supposée démontrant un attachement insuffisant aux valeurs républicaines.

Quant au « devoir » d'assimilation, le port du voile intégral prouverait, en tant que tel, qu'il n'est pas observé. Mais ne faudrait-il pas plutôt y voir le signe d'une culturalisation des valeurs républicaines, c'est-à-dire du devoir d'allégeance à une culture spécifique, la culture catholaique, pour reprendre la suggestive expression de Cécile Laborde, culture prescriptrice des comportements publics et privés ? D'ailleurs A. De Féo souligne que le niqab permet de justifier la stigmatisation dont les musulmans font l'objet, l'islamophobie (entendue, même si l'autrice reconnaît ses « limites sémantiques », selon la définition du *Petit Robert*, comme l'hostilité contre l'islam et les musulmans) étant en définitive une manière politiquement correcte d'émettre des points de vue racistes en se glorifiant de principes universels et de laïcité.

Ce livre est donc une contribution majeure à la déconstruction des clichés. Mais il est aussi une illustration de la démarche compréhensive (au sens wébérien du terme) puisque son objectif, parfaitement rempli, est de décrire ce qui est dans la tête des femmes voilées. On sait moins,

en revanche, ce qu'il en est des motivations profondes d'A. De Féo (même si l'exigence citoyenne peut être considérée comme suffisante en elle-même). En effet, si sa démarche est empathique (et l'enquête, pour exister, l'exigeait), il arrive que l'autrice émette des hypothèses critiques (notamment en établissant un parallèle avec l'anorexie, p. 116-117) et même qu'elle indique les raisons politico-religieuses de refuser le port du niqab, en particulier la nécessité de se soumettre à la loi du pays et l'augmentation corrélative du rejet de l'islam (p. 270-271). On aurait pu souhaiter en savoir un peu plus. Mais, reconnaissons-le, sa préoccupation première n'est pas de nous confier ses états d'âme, et c'est infiniment respectable. À coup sûr, ce travail restera comme une contribution majeure à la sociologie de l'altérité.

Alain Policar

*Pascal Engel*

MANUEL RATIONALISTE DE  
SURVIE

Agone, octobre 2020

Ce qui est admirable pour le lecteur familier de l'œuvre de Pascal Engel, c'est l'extrême scrupule avec lequel il restitue la pensée de l'adversaire. Dans la série de dialogues sur la raison, la vérité, le relativisme, les personnages dont les arguments sont réfutés ne sont jamais inconsistants, si bien que quiconque voudrait s'opposer au rationalisme de l'auteur trouverait chez ce dernier la structure conceptuelle d'un discours antirationaliste, au moins en apparence, sophistiqué. Quels en sont les traits principaux ?

P. Engel en dégage dix dont l'ouvrage explore les différents visages. La raison étant décrite comme abstraite, éloignée du vécu et de la vie, le premier trait est l'*anti-abstraction*. La raison se disant universelle, le deuxième est l'*anti-universalisme*. Le troisième est le *fictionalisme*, les abstractions et les universaux étant des conventions sociales. Le quatrième, la raison n'étant pas autre chose que le règne de la technique, est la *rationalisation*. La raison cherchant les liens de nécessité et la certitude et le domaine pratique étant régi par la contingence et l'incertain, le cinquième est l'*impotence*. Contrairement à l'idéal réaliste et objectiviste de la raison, le monde dépend de nos descriptions et de nos catégories : on doit donc être *idéaliste* et *subjectiviste*. Il n'existe pas de raison mais des *raisons*, les nôtres : dès lors, ces dernières sont *relatives* à des cultures, des circonstances, des intérêts, et ce qui doit compter est leur utilité pratique. À l'abstraction de la raison, il faut opposer la vie et l'émotion, car il n'existe pas de raison ni de connaissance qui ne soient vécues : il faut donc être *vitaliste* et accepter le *règne de l'affect*. Vie et connaissance sont volonté et action, et non soumission à des principes : la raison étant faillible, on doit se montrer, à l'instar de celui qui choisit la foi, *volontariste*. Enfin, dernier trait, la raison, n'ayant pas d'autorité en matière politique, ne peut fonder la démocratie : il convient de reconnaître son *impuissance politique*.

On imagine aisément l'importance quantitative et la diversité de ce « Parti de l'anti-raison ». Que devons-nous lui opposer ? Quelle est la nature de la raison. ? À l'aide de trois dialogues enlevés (érudits et légers à la fois) sur la raison, la vérité

et le relativisme, P. Engel cherche à répondre à cette question.

Il est un reproche fréquent adressé au rationaliste : celui d'ignorer l'émotion. Mais un rationaliste n'est pas celui qui fait de l'homme un être dépourvu d'émotions, mais celui qui est capable d'associer ses sentiments et ses émotions à de bonnes raisons. S'abandonner à ses émotions, c'est ne pas être libre, l'exercice de la liberté et celui de la raison étant une seule et même chose. L'irrationaliste, qui prône le volontarisme, verra au contraire dans l'exercice de la raison une limitation de sa liberté et, notamment, celle de créer ses valeurs. Pour lui, il ne saurait y avoir de raisons indépendantes de notre histoire et/ou de notre milieu social.

Mais s'agit-il alors vraiment de raisons ? Pour P. Engel, les raisons doivent être fondées dans les choses. Quels critères, quels principes permettent-ils de dire que nos raisons sont *effectivement* fondées ? On ne peut, lorsqu'il s'agit de nos raisons d'agir, énoncer ces critères et ces principes sans conception du bien, c'est-à-dire sans théorie *morale*. Et, lorsqu'il est question de nos raisons de croire (qui relèvent de ce que l'on peut savoir), on fait appel, comme dans la science, à des critères objectifs de ce qui constitue une *preuve*. La connaissance ne saurait dépendre de notre volonté et nous ne créons pas la vérité.

Dès lors, il existe des « principes minimaux » du rationalisme : le premier s'oppose à l'empirisme en affirmant qu'il y a des connaissances *a priori* et des principes *a priori* indépendants de notre expérience ; le deuxième dit qu'il existe des normes stables et irréductibles de la raison, et la plus importante d'entre elles est la vérité ; enfin, le troisième

me énonce que nous pouvons avoir une connaissance d'une réalité objective indépendante de notre esprit (objectivisme cognitif). Ces principes, dits minimaux, sont en réalité tout à fait substantiels, si bien que de nombreux auteurs se réclamant du rationalisme ne les revendiquent pas. Nous pensons néanmoins que les exigences principielles de P. Engel sont justifiées, d'autant qu'elles s'opposent à l'idée selon laquelle la raison pourrait rendre compte de tout ou à celle, soutenue par Hegel, qu'il n'y a pas d'inconnaissable. On devine que le champ des ennemis de la raison est densément peuplé.

Sa fréquentation permet à P. Engel de dresser l'inventaire de leurs procédés « argumentatifs » : paralogismes et sophismes, parmi lesquels le plus répandu est le *sophisme génétique*, qui consiste à évaluer un argument sur la base de l'origine psychologique ou sociale de celui qui l'énonce, ou le *sophisme idéaliste*, redoutable et présent chez des auteurs notoires, qui réduit l'existence d'une réalité à la croyance à son sujet. Le relativisme, sous toutes ses formes, reste l'adversaire principal.

Il est aussi, contrairement à une opinion courante, celui de la démocratie. Celle-ci exige en effet une défense intransigeante de la notion de vérité, d'autant plus nécessaire que se répand l'idée que l'expression d'une opinion par Internet concourt à renforcer la démocratie : l'auteur voit dans cette confusion entre démocratie et démagogie une des causes de la montée en Europe des populismes de droite.

P. Engel défend donc un rationalisme *substantiel* : la raison est une faculté de l'esprit, les normes morales et cognitives sont constitutives de la raison, ces normes sont

connaissables *a priori* et, enfin, elles impliquent des raisons objectives et valides pour nos actions et nos croyances. C'est sur la base de ces propositions que peut être conduite l'entreprise de renouvellement du rationalisme. Grâce au talent et à l'érudition de P. Engel, nous disposons désormais des fondements dont elle avait besoin.

Alain Policar

*Georges Chapouthier*

SAUVER L'HOMME PAR  
L'ANIMAL

Odile Jacob, novembre 2020

Dans ce nouvel ouvrage, Georges Chapouthier, neurobiologiste et philosophe, dont on sait l'intérêt pour les questions touchant au statut des animaux, se propose de sauver l'homme de sa violence en l'invitant à retrouver en lui sa nature et ses émotions animales. Rendre l'homme plus humain en réveillant en lui le meilleur de l'animal, tel est l'étonnant pari de l'auteur.

Dans un ouvrage antérieur (*L'Homme, ce singe en mosaïque*, 2001), G. Chapouthier montrait que l'on ne pouvait déduire, du fait que seul l'homme dispose d'une pensée abstraite, l'existence d'une coupure *radicale* entre humanité et animalité. C'est donc sur la base de ce *continuisme* qu'il faut, pour l'auteur, comprendre la différence anthropologique : si l'être humain semble être seul capable de rationaliser la morale, cette différence n'exclut pas que nous puissions puiser dans l'animalité les fondements d'une éthique nouvelle.

Il s'agit dès lors, dans un premier temps, de rappeler les nombreux exemples attestant, dans les comportements animaux, de l'existence d'ébauches de presque tous les traits humains culturels. C'est l'objet d'un chapitre 2 (« Figures de l'intelligence animale »), aussi informé que de lecture aisée, dans lequel l'auteur analyse les manières d'outils, les communications et les langages, les normes morales et les choix esthétiques. Si G. Chapouthier admet l'extrême simplicité des outils utilisés par les animaux au regard des nôtres, il souligne la possibilité de l'accumulation des connaissances au cours de l'histoire. On peut néanmoins se demander si les sociétés animales sont capables de produire un mode d'organisation du savoir très particulier, la science, lequel fournit la structure nécessaire à cette accumulation.

Il ne serait pas non plus raisonnable de nier la richesse des communications animales, dont l'exploration est régulièrement source de surprises (voir, par exemple, l'histoire du mérou en mer Rouge, p. 51-52). Surprises apportées également par la mise en évidence, par l'équipe d'Etienne Danchin à Toulouse (voir *Science*, 2018, n° 362, p. 1025-1030), de la transmission d'un trait culturel chez les drosophiles (contrairement à l'intuition commune, qui la réserve aux mammifères et aux oiseaux). Cet étonnant résultat, s'il montre bien une transmission comportementale, a néanmoins l'inconvénient de se fonder sur une définition minimale du concept de culture.

De même, selon la définition que l'on donnera du langage, il est possible d'en trouver des traces chez les grands singes. Et, là encore, G. Chapouthier, tout en concédant

le rôle des humains dans l'enseignement des langages aux animaux, relativise la différence : « Elle n'est pas aussi importante qu'il y paraît, car, dans la nature, l'être humain lui-même, s'il n'est pas soumis à l'apprentissage du langage par des congénères n'apprend pas non plus à parler » (p. 54). Certes, sauf que, d'une part, l'exposition au langage chez les grands singes ne vient pas de leurs congénères, et que, d'autre part (surtout), l'enfant est capable de générer un nombre infini de phrases sans pourtant les avoir apprises.

Mais, redisons-le, les connaissances mobilisées par l'auteur, qu'il s'agisse de l'examen de la mémoire ou de la proximité de certaines espèces avec la nôtre, sont impressionnantes par leur nombre et leur qualité et, à l'évidence, méritent examen. D'autant que nos désaccords ne doivent pas conduire à examiner avec suspicion la thèse majeure de G. Chapouthier : si l'on souhaite comprendre ce qu'est l'être humain, « remarquable sur les plans scientifique et intellectuel, mais désastreux sur le plan moral » (p. 160), il convient de retrouver le meilleur de son animalité. C'est par le canal de l'hémisphère droit du cerveau, le « grand oublié de l'éducation occidentale » (p. 169), au sein duquel la morale trouve son origine, que nous pouvons espérer développer l'empathie.

La position de G. Chapouthier n'est pas irénique : il ne s'agit pas de décrire le monde animal comme un paradis. Mais, au sein de ce monde violent, des processus opposés à la lutte pour la vie sont présents, en particulier chez les espèces les plus « cérébralisées », comme les mammifères et les oiseaux. Et c'est « dans ce cadre d'une possible empathie entre

les animaux que se situe la recherche d'un développement des aptitudes émotionnelles chez l'être humain » (p. 176). Retrouver ses racines animales est donc le réquisit pour bâtir une nouvelle éthique.

Cet ambitieux projet se fonde sur une caractéristique humaine essentielle : l'extrême plasticité cérébrale. On sait que le cerveau adulte connaît des changements massifs : d'une part, de nouvelles cellules nerveuses sont générées dans l'hippocampe et, d'autre part, de nouvelles connexions peuvent apparaître (et d'autres disparaître). On observe également une *plasticité intermodale* qui explique la réorganisation du schéma de câblage du cerveau (des régions du cerveau initialement utilisées pour la vision peuvent être réaffectées à l'audition).

L'hypothèse selon laquelle il serait envisageable de redonner toute son importance à la vie émotionnelle est donc fondée sur des acquis scientifiques solides. Or l'émotion a été mise au second plan par la domination de la pensée analytique, celle du langage et des mathématiques, impérativement nécessaire pour que l'homme, « nu et fragile » (p. 188), triomphe de la nature hostile. Cette perspective implique que la compassion pour les humains s'accompagne d'une compassion pour les animaux : c'est dans ces conditions que l'humanité pourrait bien être sauvée par l'animal qu'elle porte en elle.

Plaidoyer vibrant, écrit d'une plume aussi légère qu'incisive, d'un homme qui allie l'érudition du savant et la curiosité de l'honnête homme, cet ouvrage permet au lecteur de bonne foi de faire sereinement l'inventaire de ses désaccords et, par là même, de s'enrichir considérablement.

Alain Policar